



Ensemble pour soutenir la Résolution des NU interdisant les Mutilations Génitales Féminines partout dans le monde. **Together to support the UN Resolution banning Female Genital Mutilation worldwide.** Insieme per sostenere la risoluzione ONU di messa al bando delle mutilazioni genitali femminili.

UNITED NATIONS GENERAL ASSEMBLY



NO PEACE WITHOUT JUSTICE

Programme MGF / FGM Program / Programma MGF
Alvilda Jablonko
ajablonko@npwj.org
telephone / téléphone / telefono: +322-5483929
portable / mobile / cellulare: +32-494-533915

ITALIE / ITALY / ITALIA
Via di Torre Argentina, 76 - 00186 Roma
telephone / téléphone / telefono: +39-06-68979261/62
fax. +39-06-68979285

PRÉSIDENT / PRESIDENT / PRESIDENTE
Sergio Stanzani

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL / SECRETARY GENERAL / SEGRETARIO
Niccolò Figà-Talamanca

www.npwj.org

CONTRIBUTIONS / CONTRIBUTIONS / CONTRIBUTI:

TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE / BANK ACCOUNT HOLDER /
TITOLARE DEL CONTO BANCARIO
COMITATO NON C'È PACE SENZA GIUSTIZIA

via di Torre Argentina 76 - 00186 Roma

BANQUE / BANK / BANCA
Banca di Credito Cooperativo di Roma
Piazza Nicosia, 00186 - Roma
IBAN: IT24E08327 03221 00000000 2472
BIC: ROMAITRR

TITULAIRE DU COMPTE BANCAIRE / BANK ACCOUNT HOLDER /
TITOLARE DEL CONTO BANCARIO
PARTI RADICAL / RADICAL PARTY / PARTITO RADICALE
Banca di Credito Cooperativo di Roma
Piazza Nicosia, 00186 - Roma
IBAN: IT56E08327 03221 00000000 2381
BIC: ROMAITRR

En couverture Khady Koita à l'âge auquel elle a subi la pratique. Khady est une des militantes les plus actives du mouvement contre les MGF, actuellement fondatrice et présidente de l'association La Palabre. L'image a été fournie à titre gracieux par Oh! Editions. Tous droits réservés.

On the cover Khady Koita at the age when she was subjected to female genital mutilation. Today Khady is one of the most active anti-FGM militants, founder and president of the association La Palabre. The image was kindly provided by Oh! Editions. All rights reserved.

In copertina Khady Koita all'età in cui ha subito la pratica. Khady è una delle più attive militanti del movimento anti-MGF, attualmente fondatrice e presidente dell'Associazione La Palabre. L'immagine è stata offerta per gentile concessione di Oh Editions. Tutti i diritti d'uso sono riservati.

Si l'interdiction universelle des mutilations génitales féminines par la communauté internationale est aujourd'hui possible, c'est aussi grâce au soutien financier de ceux qui ont cru et soutenu les objectifs que le Parti Radical Nonviolent et No Peace Without Justice se sont donnés et ont pu atteindre au cours de vingt ans de lutte politique. Si vous considérez que l'affirmation de la justice pénale internationale à travers la création des tribunaux ad hoc et de la Cour Pénale Internationale et le moratoire sur les exécutions capitales dans le monde constituent des conquêtes de civilisation et de droit qui ont amélioré la vie de centaines de millions de personnes, inscrivez-vous aussitôt ou envoyez une contribution. Aussi petite ou grande soit-elle, elle peut être synonyme d'espoir pour un grand nombre de personnes.

If the achievement of a universal ban on female genital mutilation by the international community is now a possible goal, it is also due to the financial support of those who believed and supported the objectives of the Nonviolent Radical Party and No Peace Without Justice have established and were able to acquire over twenty years of political struggle. If you think that the affirmation of international criminal justice through the establishment of ad hoc tribunals and the International Criminal Court and the moratorium on death penalty in the world have been achievements of civilization able to improve the life of hundreds of millions of people subscribe now or send a contribution. Little or much that you can give may mean hope for many.

Se la messa al bando universale delle Mutilazioni Genitali Femminili da parte della comunità internazionale è oggi possibile, lo si deve anche al sostegno finanziario di quanti hanno creduto e sostenuto gli obiettivi che il Partito Radicale Nonviolento e Non c'è Pace Senza Giustizia si sono dati e hanno saputo acquisire nel corso di vent'anni di lotta politica. Se pensi che l'affermazione della giustizia penale internazionale attraverso l'istituzione dei tribunali ad hoc e della Corte Penale Internazionale e la moratoria delle esecuzioni capitali nel mondo siano state conquiste di civiltà che hanno migliorato la vita centinaia di milioni di persone, iscriviti subito o invia un contributo. Quel poco o tanto che potrai dare può voler dire speranza per molti.



**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE ONU**

Un jour déterminant pour des années de lutte

Il a fallu 26 ans d'efforts internationaux pour parvenir à un moment décisif dans la lutte contre les mutilations génitales féminines.

Le chemin fut long et tortueux et il est capital aujourd'hui de mobiliser tous nos efforts afin de promouvoir et garantir l'adoption, à la Assemblée Générale des Nations Unies, d'une Résolution visant à interdire les mutilations génitales féminines, et ainsi donner force à cette bataille décisive pour les droits humains dans le monde.

Les Mutilations Génitales Féminines (MGF) sont une forme de violence contre les femmes et les filles et l'une des violations les plus répandues et systématiques des droits humains. Le terme décrit toutes les procédures qui impliquent l'ablation partielle ou totale des organes génitaux féminins ou toute autre atteinte à ces derniers. Il comprend l'excision du clitoris, l'infibulation et toute atteinte aux organes génitaux féminins sans motif thérapeutique, souvent commis sous des prétextes culturels ou religieux. Les plus hautes autorités religieuses de toutes les religions ont déclaré qu'il n'existe aucune justification religieuse à cette pratique.

Pour cette raison, nous vous demandons votre aide pour mettre un terme à cette violation des droits humains à laquelle ont déjà été soumises plus de 150 millions de femmes dans le monde entier et dont sont victimes plus de 3 millions de filles chaque année (données de l'OMS 2005).

L'importance de la Résolution de l'Onu

La Résolution, en plus d'interdire mondialement les MGF comme violation des droits humains universels, dont en premier lieu le droit à l'intégrité des femmes et des filles, serait aussi un soutien fort et clair pour les associations et les pays qui luttent afin de mettre un terme à cette pratique.

En particulier, la Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies:

renforcerait la légitimité des lois déjà adoptées;

accroîtrait l'importance des avancées déjà accomplies par d'autres organes de l'ONU, y compris la valeur politique des Résolutions adoptées par la Commission sur le Statut de la Femme (CSW);

renforcerait à l'échelle mondiale la portée des conventions régionales et internationales qui reconnaissent les MGF comme une violation des droits humains, à l'instar de l'article 5 du Protocole de Maputo sur les droits des femmes en Afrique;

donnerait un nouvel élan aux efforts visant à améliorer les lois nationales anti-MGF ou, pour les pays qui en sont dépourvues, à adopter des lois spécifiques;

fournirait aux États des indications et des lignes directrices pour l'élaboration de lois nationales efficaces et favoriserait également l'adoption de ces lois d'interdiction et de répression;

renforcerait les efforts des militants anti-MGF au niveau national et régional et donnerait une légitimité à ceux qui se battent pour obtenir la loi dans les États qui en sont encore dépourvus;

encouragerait l'allocation de ressources suffisantes pour la mise en œuvre des lois et des plans d'action nationaux visant à éliminer les mutilations génitales féminines.

CIAF, EURONET-FGM et NO PEACE WITHOUT JUSTICE: un long chemin vers la Résolution



Source Unicef 2005

Le **Comité Inter-Africain** sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (CIAF) est une organisation non gouvernementale internationale, créée au Séminaire de Dakar de Février 1984. Composé initialement de membres provenant de 20 pays africains, l'organisation compte aujourd'hui des comités nationaux dans 28 pays africains et des représentations dans 8 pays européens, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et en Nouvelle-Zélande. Le CIAF applique une approche multi-sectorielle, focalisée sur des projets au niveau des communautés locales, afin d'avoir un impact au niveau politique et créer les conditions préalables pour un changement des attitudes au sujet des mutilations génitales féminines.

Le **Réseau européen pour la prévention et l'éradication des pratiques traditionnelles néfastes** (Euronet-FGM) est né d'un besoin reconnu au cours des années de mobilisation de militants qui travaillent à éliminer les MGF en Europe et ailleurs en dehors du continent africain. La collaboration informelle menée par ces militants est passée du simple partage de l'information, en 1995 à la création d'un réseau officiel en 2002 qui s'est employé à renforcer la coopération entre ses membres, échanger les meilleures pratiques et mettre en œuvre des projets communs.

Seize ans après le lancement des activités du CIAF, **No Peace Without Justice** (NPWJ) se joint à la campagne contre les MGF. Sous l'impulsion de sa fondatrice Emma Bonino, NPWJ déplace le débat sur les MGF du plan socio-sanitaire à celui des droits humains, en promouvant sa reconnaissance comme une violation de l'intégrité physique de la personne.

Cette approche innovante a permis la création de synergies entre les activistes qui opèrent dans les différents pays, et donné un nouvel élan à la promotion d'instruments législatifs à tous les niveaux.

A ce jour, parmi les 28 pays africains concernés par la pratique des MGF, on en compte 19 disposant d'une législation nationale qui impose des sanctions pénales. Il s'agit d'un résultat extrêmement significatif, car les lois donnent une légitimité aux militants qui luttent pour mettre un terme aux MGF, en leur apportant un soutien juridique, tout en établissant les conditions préalables nécessaires pour le changement social. Les États africains qui n'ont pas encore adopté une loi ad hoc sont: le Mali, la Sierra Leone, le Soudan, la Gambie, le Liberia, la Guinée-Bissau, la Somalie, le Cameroun, la République Démocratique du Congo. De nombreux pays de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont également adopté des lois contre les mutilations génitales féminines, suite à l'exportation du phénomène via les flux migratoires qui a rendu nécessaire de légiférer à cet égard.



Dates et étapes importantes de 10 années d'activité



DÉCEMBRE 2000 - TOURELA, MALI

Emma Bonino visite le village de Tourela où la tradition des MGF a été volontairement abandonnée et remplacée par une fête, qui symbolise le rite de passage de l'adolescence à l'âge adulte.



21-23 JUIN 2003 - CAIRE, EGYPTTE

Le Conseil National pour l'Enfance et la Maternité (NCCM) égyptien, en collaboration avec NPWJ et AIDOS, organise au Caire la conférence internationale sur “Les instruments législatifs pour la prévention des MGF”, parrainée par la Première Dame Suzanne Mubarak, et qui adopte la Déclaration du Caire pour l'élimination des MGF.

2000, PARLEMENT EUROPÉEN

Sur l'initiative des députés européens radicaux et d'Emma Bonino, le Parlement européen adopte une Résolution condamnant les MGF comme une violation des droits fondamentaux de la personne.

JUILLET 2003, LE PROTOCOLE DE MAPUTO

Les États membres de l'Union Africaine (UA) adoptent le Protocole additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits de la Femme (communément appelé le ‘Procotole de Maputo’), dont l'art. 5 prescrit l'interdiction des MGF, reconnues comme une violation flagrante des droits humains fondamentaux.

6 MARS 2001 - ROME, ITALIE

De retour à Rome après sa visite au Mali, Emma Bonino organise à la Chambre des Députés en Italie une première conférence internationale, avec la participation de militants anti-MGF de divers pays africains. Parmi les participants de cette Conférence, on compte Khady Koita, de nationalité sénégalaise, l'une des protagonistes les plus actives et déterminées dans la lutte contre les mutilations génitales féminines.



16- 18 SEPTEMBRE 2004 - NAIROBI, KENYA

Le gouvernement du Kenya et NPWJ, en collaboration avec l'Association of Media Women in Kenya, organisent la “Conférence internationale sur les MGF : Développer un contexte politique, juridique et social favorable à la mise en œuvre du Protocole de Maputo”. Sa déclaration finale, “La Déclaration de Nairobi sur la mise en oeuvre du Protocole de Maputo”, souligne l'importance du recours à la loi comme composante d'une approche multidisciplinaire dans la lutte contre les MGF.



10-12 DÉCEMBRE 2002 - BRUXELLES, BELGIQUE

En collaboration avec le Réseau Européen pour l'élimination des Pratiques Néfastes, l'Association Italienne des Femmes pour le Développement (AIDOS) et sept ONG africaines, NPWJ lance la campagne internationale “StopFGM!”.



2-3 FÉVRIER 2005 - DJIBOUTI, DJIBOUTI

Sous le patronage de la Première Dame Kadra Mahmoud Haid, le gouvernement de Djibouti et NPWJ organisent une conférence sous-régionale intitulée “Vers un consensus politique et religieux contre les MGF”. La déclaration finale, qui a suivi un échange de vues approfondi entre les dignitaires religieux présents, affirme de manière ferme que les MGF n'ont aucune justification religieuse, aussi bien dans le Coran que dans les textes de référence des autres religions révélées.



21-22 FÉVRIER 2006 - BAMAKO, MALI

Le gouvernement du Mali, NPWJ et plusieurs ONG locales organisent à Bamako la “Conférence sous-régionale sur les Mutilations Génitales Féminines et la mise en œuvre du Protocole de Maputo”, avec la participation de la Première Dame Touré Lobbo Traoré.

La conférence a fourni l'occasion de souligner le consensus existant au sein de la sous-région autour de la ratification du Protocole et de discuter de l'application effective de ses obligations par l'adoption au niveau national de mesures législatives visant à éliminer les mutilations génitales féminines.

15-17 DÉCEMBRE 2007 - KHARTOUM, SOUDAN

L'ONG soudanaise Entishar Charity Society et NPWJ organisent un séminaire sur la législation en matière de MGF et le Protocole de Maputo, dans le contexte plus large des droits des femmes.

27-28 MARS 2008 - ASMARA, ERYTRÉE

L'Union Nationale des Femmes Erythréennes (NEUW) et NPWJ organisent une conférence sous-régionale sur l'élimination des mutilations génitales féminines.

8-9 OCTOBRE 2008 - DJIBOUTI, DJIBOUTI

L'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD) et NPWJ, sous les auspices de la Présidence du Parlement de Djibouti, organisent un atelier parlementaire sur “La loi contre les MGF et son applicabilité”.

14-15 DÉCEMBRE 2008 - CAIRE, EGYPTE

Cinq ans après la Conférence internationale du Caire sur “Les instruments législatifs pour la prévention des MGF”, le Conseil National égyptien pour l'Enfance et la Maternité (NCCM) et NPWJ renouvellent leur collaboration pour organiser une Réunion de Haut Niveau, parrainée par la Première Dame d'Egypte, en vue de relancer la campagne internationale pour raviver l'attention du monde sur les MGF.



AOÛT-SEPTEMBRE 2009 - BANJUL, GAMBIE ET BAMAKO, MALI

NPWJ concentre ses efforts sur la mobilisation de la volonté politique en faveur du développement de législations interdisant les mutilations génitales féminines, en soutenant des activistes au Mali et en organisant, de concert avec le Comité Gambien sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (GAMCOTRAP), un atelier parlementaire national en Gambie.



9-10 NOVEMBRE 2009 - OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

Sous le parrainage de la Première Dame Chantal Compaoré, le Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale et NPWJ organisent la réunion de haut niveau “Du Caire à Ouagadougou: vers une interdiction totale des mutilations génitales féminines (MGF)”.

4 FÉVRIER 2010 - NOUAKCHOTT, MAURITANIE

NPWJ, en collaboration avec le Comité Mauritanien sur les Pratiques Traditionnelles affectant la Santé des Femmes et des Enfants (AMPSFE - IAC Mauritanie), et le Réseau des Parlementaires sur la Population et le Développement, organise un séminaire parlementaire sur “Les mutilations génitales féminines et la loi”.

3-4 MAI 2010 - DAKAR, SÉNÉGAL

Le Ministère de la Famille du Sénégal, en partenariat avec NPWJ et l'organisation sénégalaise La Palabre, organise la Conférence interparlementaire “Harmoniser les instruments légaux contre les MGF: partager les succès, consolider les acquis, poursuivre les avancées ! Vers l'interdiction des MGF aux Nations Unies”.



Qui est NPWJ?

JUIN 2010 - KAMPALA, OUGANDA

Le Parlement d'Ouganda approuve une motion appelant le gouvernement ougandais, l'Assemblée législative de l'Afrique orientale et l'Union Africaine à présenter à la 65^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies une Résolution sur l'interdiction des mutilations génitales féminines. En Ouganda la lutte aux MGF est fortement encouragée par la Première Dame Janeth Kataha Museveni.



Voici quelques unes des étapes importantes qui nous ont conduit à être aussi proches d'une Résolution de l'ONU, mais au fil des ans nombreuses furent les personnalités et institutions qui jouèrent un rôle important: les leaders religieux chrétiens et musulmans, le Parlement européen (avec les Résolutions du 13 Mars 2008, du 8 mai 2008, du 24 Mars 2009, et du 26 Novembre 2009), les agences des Nations Unies - le [HCDH](#), l'[ONUSIDA](#), le [PNUD](#), la [CEA](#), l'[UNESCO](#), le [FNUAP](#), le [HCR](#), l'[UNICEF](#), l'[UNIFEM](#) et l'[OMS](#).



No Peace Without Justice (NPWJ) est une organisation à but non lucratif, fondée en 1994, suite à une campagne du Parti Radical Transnational (PRT) pour la création du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie et la Cour Pénale Internationale, qui travaille pour la protection et la promotion des droits humains, de la démocratie, de l'état de droit et de la justice internationale. Les domaines d'action actuels de NPWJ incluent la promotion de la réforme démocratique dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, grâce à la création d'un dialogue constructif entre les gouvernements, les parlements et la société civile ; une campagne pour la ratification et l'application effective du Protocole de Maputo sur les droits des femmes en Afrique et en particulier sur l'éradication des mutilations génitales féminines; le renforcement d'un système efficace de justice pénale internationale pour la prévention, la dissuasion et la répression des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide.

La stratégie de NPWJ vise à sensibiliser et à stimuler le débat public, notamment par l'organisation d'événements tels que des conférences ou des séminaires en collaboration avec les gouvernements et la société civile. En outre, NPWJ offre, grâce au travail d'experts juridiques, l'assistance technique aux gouvernements dans les négociations sur les documents concernant les droits humains et pour l'adaptation des différentes législations nationales. Enfin, NPWJ a une longue expérience dans le domaine de la cartographie des conflits et la documentation des violations graves du droit humanitaire. NPWJ est une association constitutive du Parti Radical Nonviolent Transnational et Transparti (PRNTT), ONG dotée du statut consultatif de première catégorie auprès de l'ECOSOC de l'Organisation des Nations Unies.

No Peace Without Justice a une longue expérience de travail et de coopération avec de nombreuses ONG en Afrique et en Europe, qui luttent pour l'interdiction des mutilations génitales féminines, dont: Voix des Femmes (Burkina Faso); Gambia Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children; Ghanaian Association For Women's Welfare (Ghana); Cellule de coordination sur les Pratiques Traditionnelles Affectant la Santé des Femmes et des Enfants (Guinée); Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles (Mali); Comité Sénégalais de Lutte sur les Pratiques Traditionnelles ayant Effet sur la Santé de la Mère et de l'Enfant et La Palabre (Sénégal); Manifesto 99 (Sierra Leone); l'Union Nationale des Femmes de Djibouti (Djibouti); National Union of Eritrean Women (Eritrea); Kembatta Women's Self Help Centre (Ethiopia); Association of Media Women in Kenya (Kenya); l'Association Mauritanienne sur les Pratiques ayant Effet sur la Santé des Femmes et des Enfants (Mauritanie); Entishar Charity Society (Soudan); Human Rights Network - Uganda (Uganda); Comité inter-africain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants; Equality Now Africa Office; Open Society Institute; avec des parlementaires, des représentants du gouvernement et des autorités locales dans les pays touchés par la pratique, dont le Conseil National égyptien pour l'Enfance et la Maternité (NCCM), la Commission Nationale Kényane des Droits de l'Homme, ainsi que des collaborations au niveau ministériel avec le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso et l'Egypte.

En outre, NPWJ collabore avec diverses agences des Nations Unies (le PNUD, l'UNICEF, l'UNIFEM, le FNUAP et l'UNOPS), et est un partenaire du Ministère des Affaires Etrangères italien et de la Coopération italienne avec lesquels elle a développé depuis des années une grande synergie d'action.

NPWJ tient à remercier pour leur soutien financier à la campagne contre les mutilations génitales féminines:

Les gouvernements de l'Autriche, du Canada, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, du Pays-Bas, de la Norvège et de la Suède. Nos remerciements vont également à l'Union européenne, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF, le PNUD, l'UNIFEM, le FNUAP, l'UNOPS, CARE, l'OSI, Plan International, le Sigrid Rausing Trust, Italcementi, Suez Cement, la Fondation Nando Peretti, Community Health Living Project, la Province de Milan, la Province de Turin, la Province de Rome, la Région des Pouilles, la Région d'Émilie-Romagne, la Région du Piémont, la Commune de La Spezia, la Commune de Rome, Anna et Carla Fendi.



**UNITED NATIONS
GENERAL ASSEMBLY**

One day to cement years of achievements

Twenty-six years of international action has brought us to a significant moment in the fight against female genital mutilation.

The path has been long and difficult, and it is now important to mobilise all possible efforts to promote and to ensure the adoption, at the United Nations General Assembly, of a Resolution banning female genital mutilation and by doing so to strengthen this decisive battle for human rights worldwide.

Female Genital Mutilation (FGM) is a form of violence against women and girls and one of the most widespread and systematic violations of the human rights. The term describes all procedures that involve the partial or total removal of female genitalia or any other injuries to female genital organs. It includes cutting, slicing, piercing, excision of the clitoris, infibulation and any injury to the women's genitals without therapeutic reasons, often committed on religious or cultural pretexts. The highest religious authorities of all major religions have declared that there is no religious justification for the practice.

To this end, we ask for your help to put an end to this human rights violation, committed on 150 million women worldwide and to which 3 million additional girls are subjected each year.

The importance of a Resolution at the UN

A Resolution, in addition to being a worldwide ban on female genital mutilation and recognising this practice as a violation of human rights, specifically the right to physical integrity, would also provide strong and clear support for all activists working to bring an end to the practice. Specifically, a General Assembly Resolution will:

reinforce the legitimacy of laws already adopted;

reinforce the importance of previous steps by United Nations, including the political weight of the Resolutions adopted by the Commission on the Status of Women (CSW);

reinforce the regional and international conventions that recognise FGM as a violation of human rights, for instance Article 5 of the Protocol to the Charter on Human and People's Rights on the Rights of Women in Africa;

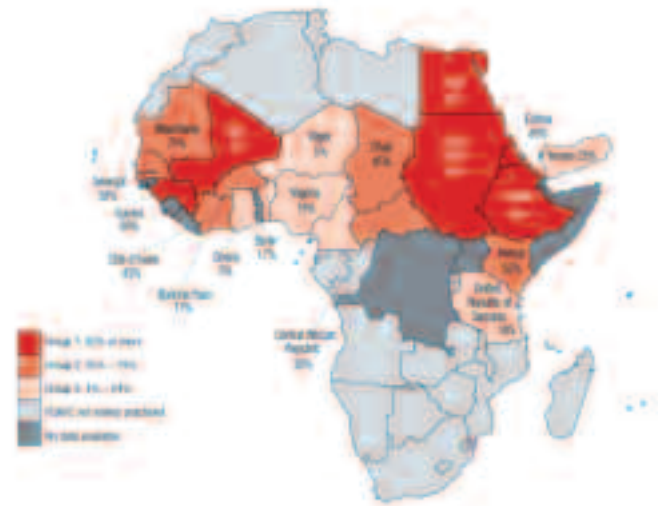
give new impetus to efforts to improve national laws banning FGM where they exist, or to adopt one, where they do not;

provide States with recommendations on elements for the adoption of effective national legislation and help the adoption of national legislation to ban the practice;

reinforce the efforts of anti-FGM activists at the national and regional level and provide legitimacy to those working towards the enactment of legislation in states where as of yet there is none;

encourage the allocation of sufficient resources to the effective implementation of legislation and action plans aimed at eliminating female genital mutilation.

The INTER-AFRICAN COMMITTEE (IAC), EURONET-FGM and NO PEACE WITHOUT JUSTICE: the long road to a Resolution



Source Unicef 2005

The **Inter-African Committee** on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (IAC) is an international non-governmental organisation created at the Dakar Seminar of February 1984. From an initial membership in twenty African countries, today the organisation includes national committees in twenty eight African countries and representations in eight European countries, the USA, Canada, Japan and New Zealand. The IAC has a multi- sectoral approach, with a focus on community projects, aimed at having an impact at the political level and establishing the preconditions for a shift in attitudes in regards to female genital mutilation.

European Network for the Prevention and Eradication of Harmful Traditional Practices (Euronet-FGM) grew out of a need recognised over years of meetings of activists working to eliminate FGM in Europe and elsewhere outside of Africa. The informal collaboration undertaken by these activists grew from simple information sharing in 1995 to the establishment of an official network in 2002 which has worked to strengthen cooperation among its members, exchange best practices and implement joint projects.

Sixteen years after the IAC began its work, **No Peace Without Justice** (NPWJ) joined the campaign against FGM. Under the guidance of its founder Emma Bonino, NPWJ shifted the nature of the debate about FGM from one centered on health to one that recognises the practice as a violation of human rights.

This approach facilitated the creation of synergies among the activists in different countries and was a strong impetus to promote legislative instruments at all levels. Of the 28 African countries in which FGM is practiced, 19 have a national law that prohibits the practice: this is significant, also because laws legitimise activists working to end FGM, by providing juridical support as well as by establishing the preconditions necessary for social change. The African States which have not yet enacted specific legislation are: Cameroon, Democratic Republic of Congo, Gambia, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Sierra Leone, Somalia, Sudan. Many countries in Europe and North America, in which FGM is now practiced as a result of migration over recent decades, have also enacted legislation prohibiting FGM.



Important dates in 10 years of activity



DECEMBER 2000 - TOURELA, MALI

In December 2000, Emma Bonino visited the village of Tourela, where the community had decided to end FGM and replace the practice with a celebration to mark girls' passage to adulthood.

2000, EUROPEAN PARLIAMENT

At the initiative of Radical Party Members of the European Parliament and Emma Bonino, the European Parliament adopted a Resolution condemning FGM and recognising it as a violation of fundamental human rights.

6 MARCH 2001 - ROME, ITALY

Upon her return to Italy from Mali, Emma Bonino organised a conference in the Italian Chamber of Deputies with activists from a number of African countries. Among the participants in the conference were Khady Koita, one of the most determined and committed activists in the fight against FGM.



10-12 DECEMBER 2002 - BRUSSELS, BELGIUM

In collaboration with EuroNet FGM, the Italian Women's Association for Development (AIDOS) and seven African NGOs, NPWJ launched the international campaign "StopFGM!"



21-23 JUNE 2003 - CAIRO, EGYPT

The National Council for Childhood and Motherhood (NCCM), in collaboration with NPWJ and AIDOS, organised the International Conference on "Legal Tools for the Prevention of FGM" under the auspices of First Lady Suzanne Mubarak, and adopted the Cairo Declaration for the Elimination of FGM.

JULY 2003, THE MAPUTO PROTOCOL

The member States of the AU (African Union) adopted the Protocol to the African Charter on Human and Peoples' Rights on the Rights of Women in Africa (commonly known as the 'Maputo Protocol'). Article 5 of the Protocol requires the prohibition of FGM, recognised as a patent violation of human rights.

16-18 SEPTEMBER 2004 - NAIROBI, KENYA

The Government of Kenya and NPWJ, in partnership with the Association of Media Women in Kenya, organized the "International Conference on FGM: developing a political, legal and social environment to implement the Maputo Protocol"; its final declaration, The Nairobi Declaration on Implementing the Maputo Protocol, stresses the importance of the use of law as a component of a multi-disciplinary approach to eradicate FGM.



2-3 FEBRUARY 2005 - DJIBOUTI, DJIBOUTI

Under the patronage of First Lady Kadra Mahmoud Haid, the government of Djibouti and NPWJ organised a sub-regional conference, "Towards a Political and Religious Consensus against Female Genital Mutilation". The final declaration, which followed a sometimes heated exchange among the religious dignitaries present, firmly stated that FGM has no religious justification either in the Quran or in any other core religious text.





21-22 FEBRUARY 2006 - BAMAKO, MALI

The government of Mali, NPWJ and various national NGOs organised the “Sub-Regional Conference on Female Genital Mutilation and the implementation of the Maputo Protocol”, attended by First Lady Touré Lobbo Traoré. The Conference provided the opportunity to highlight the existing consensus within the Sub-Region around the ratification of the Protocol and to

discuss effective application of its obligations through the adoption at the national level of legislative measures aimed at eliminating FGM.

15-17 DECEMBER 2007 - KHARTOUM, SUDAN

The Sudanese NGO Entishar Charity Society and NPWJ organised a workshop on FGM Legislation and the Maputo Protocol, within the wider context of the rights of women.

27-28 MARCH 2008 - ASMARA, ERITREA

The National Union of Eritrean Women (NEUW) and NPWJ organised a sub-regional conference on the eradication of FGM.

8-9 OCTOBER 2008 - DJIBOUTI, DJIBOUTI

The National Union of Djibouti Women (UNFD) and NPWJ, under the auspices of the Presidency of the Parliament of Djibouti, organised a Parliamentary Workshop on “The Law against FGM and its Applicability.

14-15 DECEMBER 2008 - CAIRO, EGYPT

Five years after the International Conference in Cairo on “Legal Tools for the Prevention of FGM”, the Egyptian National Council for Childhood and Motherhood (NCCM) and NPWJ renewed their collaboration for the organisation of a High Level Meeting, under the patronage of First Lady Suzanne Mubarak, to relaunch an international campaign aimed at rekindling worldwide attention on FGM.



AUGUST/SEPTEMBER 2009 - BANJUL, GAMBIA AND BAMAKO, MALI

NPWJ concentrated its efforts on mobilising political will towards the development of legislation banning FGM through supporting activists in Mali and, together with the Gambia Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (GAMCOTRAP), organising a National Parliamentary Workshop in Gambia.



9-10 NOVEMBER 2009 - OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

Under the patronage of First Lady Chantal Compaoré, the Ministry of Social Action and National Solidarity and NPWJ organised the High-Level Meeting “From Cairo to Ouagadougou: Towards a global ban of FGM”.

4 FEBRUARY 2010 - NOUAKCHOTT, MAURITANIA

The Mauritanian Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (AMPSFE - IAC Mauritania), the Mauritanian Network of Parliamentarians on Population and Development and NPWJ organised a parliamentary Workshop on “Female Genital Mutilation and the Law”.

3-4 MAY 2010 - DAKAR, SENEGAL

The Ministry of Family Affairs of Senegal in partnership with NPWJ and the Senegalese organisation La Palabre organised the Inter-parliamentary Conference “To harmonise the legal instruments prohibiting FGM: consolidating the achievements, sharing the successes, pursuing the advancements! Towards the ban of the practice at the United Nations”.



Who is NPWJ?

8 JUNE 2010 - KAMPALA, UGANDA

The Parliament of Uganda passed a motion ‘for a United Nations Resolution banning Female Genital Mutilation to be Presented by the Ugandan Government, the East African Legislative Assembly and the African Union at the 65th Session of the United Nations General Assembly.’ In Uganda the fight against FGM is strongly encouraged by the First Lady Janeth Kataha Museveni.



These are some of the steps that have brought us within reach of a UN Resolution, but over the years many individuals and institutions have played an important role: Muslim and Christian religious leaders, the European Parliament (with its Resolutions of 13 march 2008, 8 may 2008, 24 March 2009, 26 November 2009), UN Agencies - [OHCHR](#), [UNAIDS](#), [UNDP](#), [UNECA](#), [UNESCO](#), [UNFPA](#), [UNHCR](#), [UNICEF](#), [UNIFEM](#), [WHO](#).



No Peace Without Justice (NPWJ) is an international non-profit organisation founded in 1994 and born of a campaign of the Transnational Radical Party for the establishment of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (ICTY) and the International Criminal Court, that works for the protection and promotion of human rights, democracy, the rule of law and international justice.

Current thematic programs (or fields of action) include: promoting democratic reform in the Middle East and North Africa through the creation of a constructive dialogue between governments, parliaments and civil society; campaigning for the ratification and effective implementation of the Protocol to the African Charter on Human and People’s Rights on the Rights of Women in Africa and in particular for the eradication of female genital mutilation; strengthening an effective system of international criminal justice for the prevention, deterrence and prosecution of war crimes, crimes against humanity and genocide.

The NPWJ strategy aims at raising awareness and fostering public debate through explicitly political campaigns and the implementation of key programs, such as international and regional meetings, often co-hosted by the Government and NGOs of the country in which they are held. NPWJ also undertakes wide-ranging technical assistance, through the secondment of legal experts to governments for the drafting of legislation and to assist in negotiations on international human rights instruments. Finally, NPWJ has acquired unique field experience in “conflict mapping” and wide scale documentation of violations of international humanitarian law in areas affected by conflicts and in implementing outreach programs engaging local communities in conflict and post-conflict areas on issues of international criminal justice. No Peace Without Justice is a constituent association of the Nonviolent Radical Party Transnational and Transparty, an NGO with General (Category I) consultative status at the United Nations ECOSOC.

No Peace Without Justice has a long experience working and cooperating with many NGOs in Africa and Europe, which fight against FGM, including: Voix des Femmes (Burkina Faso); Gambia Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (Gambia); Ghanaian Association For Women’s Welfare (Ghana); Cellule de Coordination sur les Pratique Traditionnelles Affectant la Sante des Femmes et des Enfants (Guinea); Association Malienne pour le Suivi et l’Orientation des Pratiques Traditionnelles (Mali); Comité Sénégalais de lutte sur les Pratiques Traditionnelles ayant effet sur la santé de la Mère et de l’Enfant and La Palabre (Senegal); Manifesto 99 (Sierra Leone); National Union of Women of Djibouti (Djibouti); National Union of Eritrean Women (Eritrea), Kembatta Women's Self Help Centre (Ethiopia); Association of Media Women in Kenya (Kenya); Association Mauritanienne sur les Pratiques ayant effet sur la sante des femmes et des enfants (Mauritania); Entishar Charity Society (Sudan); Human Rights Network - Uganda (Uganda); Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children, Equality Now Africa Office, Open Society Institute; with parliamentarians, government and local authority representatives from countries in which FGM is, including the Egyptian National Council for Childhood and Motherhood (NCCM); the Kenya National Commission on Human Rights besides collaborating at the ministerial level with Senegal, Mali, Burkina Faso and Egypt. Furthermore NPWJ has worked with several UN agencies (UNDP, UNICEF, UNIFEM, UNFPA e UNOPS) and is a partner of the Italian Ministry of Foreign Affairs and the Italian Cooperation, with which NPWJ has worked closely for many years.

NPWJ would like to thank the following for the financial support provided to the campaign against female genital mutilation:

The governments of Austria, Canada, France, Italy, Germany, The Netherlands, Norway and Sweden. Thanks also to the European Union, the World Bank, the World Health Organization, UNICEF, UNDP, UNFPA, UNOPS, CARE, OSI, Plan International, the Sigrid Rausing Trust, Italcementi, Suez Cement, Fondazione Nando Peretti, Community Health Living Project, the Province of Milan, the Province of Torino, the Province of Rome, the Region of Emilia Romagna, the Region of Piemonte, the Region of Puglia, The Municipality of La Spezia, the Municipality of Rome, Anna and Carla Fendi.



ASSEMBLEA GENERALE ONU

Un giorno che vale l'impegno di anni

Ci sono voluti 26 anni di attività internazionale per arrivare ad un momento determinante nella lotta alle Mutilazioni Genitali Femminili.

È stato un cammino lungo e tortuoso ed è fondamentale oggi compiere tutti gli sforzi necessari per promuovere e garantire l'adozione, all'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, di una Risoluzione di messa al bando delle MGF e dare forza a questa battaglia decisiva per i diritti umani nel mondo.

Le mutilazioni genitali femminili (MGF) sono una forma di violenza contro le donne e le bambine e una delle violazioni più diffuse e sistematiche dei diritti umani. Il termine indica tutti quegli interventi eseguiti non per ragioni terapeutiche e che comportano la rimozione totale o parziale degli organi genitali femminili, come la clitoridectomia, l'escissione, l'infibulazione e qualsiasi lesione ai genitali femminili.

Per questo chiediamo il vostro aiuto; per mettere fine alla violenza di questa pratica alla quale sono già state sottoposte più di 150 milioni di donne nel mondo e alle quali si aggiungono, ogni anno, più di 3 milioni di bambine e ragazzine (dati OMS 2005).

L'importanza della risoluzione dell'Onu

La Risoluzione, oltre a rappresentare una messa al bando a livello globale delle MGF come violazione dei diritti umani universali e dell'integrità fisica delle donne e delle bambine, sarebbe anche un forte e chiaro sostegno per quelle associazioni e per quei Paesi che stanno lottando per mettere fine a questo dramma.

In particolare la Risoluzione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite:

rafforzerebbe la legittimità delle leggi già adottate;

incrementerebbe l'importanza dei passi già compiuti dagli altri organismi Onu, compreso il valore politico delle Risoluzioni adottate dalla Commission on the Status of Women (CSW);

darebbe respiro a livello globale alle convenzioni regionali e internazionali che riconoscono le MGF come una violazione dei diritti umani, come ad esempio l'art. 5 del Protocollo di Maputo sui diritti delle donne in Africa;

darebbe nuovo impeto agli sforzi volti a perfezionare le singole legislazioni nazionali anti-MGF o, per quei Paesi che non ne hanno, ad adottare leggi ad hoc;

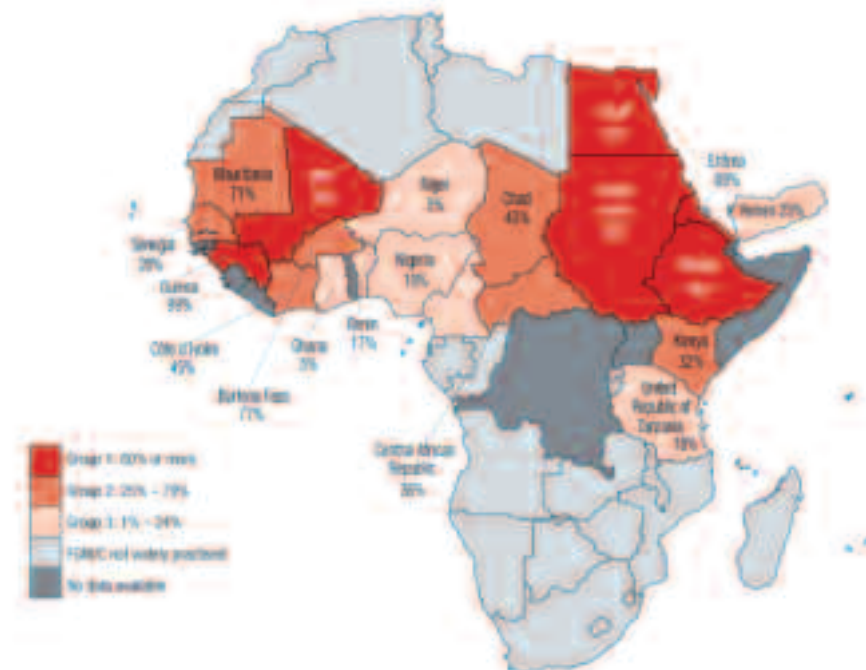
fornirebbe ai singoli Stati indicazioni e linee guida per l'adozione di efficaci legislazioni nazionali e favorirebbe altresì l'adozione di tali legislazioni di proibizione e sanzione;

rafforzerebbe gli sforzi delle attiviste e degli attivisti anti-MGF a livello nazionale e regionale e conferirebbe legittimità a quanti si battono per avere la legge in quegli Stati che ne sono ancora sprovvisti;

incoraggerebbe lo stanziamento di sufficienti risorse volte all'implementazione delle leggi e dei piani d'azione nazionali volti all'eliminazione delle MGF.



COMITATO INTER-AFRICANO (CIAF), EURONET-FGM e NON C'È PACE SENZA GIUSTIZIA: il lungo cammino verso la risoluzione



Il Comitato Inter-Africano (CIAF) contro le pratiche tradizionali che incidono sulla salute di donne e bambini è un'organizzazione internazionale non-governativa, creata nel febbraio 1984, nel corso di un seminario a Dakar, in Senegal. Inizialmente ne facevano parte 20 Paesi africani, mentre oggi l'organizzazione ha comitati nazionali in 28 Paesi africani e filiali in 8 Paesi europei, Stati Uniti, Canada, Giappone e Nuova Zelanda. Il CIAF applica un approccio su più fronti per incidere a livello politico e creare i presupposti per il cambiamento di attitudini riguardo le mutilazioni genitali femminili, specie attraverso l'implementazione di progetti presso le singole comunità.

La Rete Europea per l'eliminazione delle pratiche tradizionali nefaste è nata dal bisogno riconosciuto dopo anni di mobilitazione di attivisti che lavorano per eliminare le mutilazioni genitali femminili in Europa e altrove al di fuori del continente africano. La collaborazione informale condotta da questi attivisti, è passata dalla semplice condivisione di informazioni nel 1995 alla creazione di una rete formale nel 2002, che ha cercato di rafforzare la cooperazione tra i suoi membri, la condivisione delle migliori pratiche e l'implementazione di progetti comuni.

Dopo sedici anni dall'inizio delle attività del CIAF, l'associazione **Non c'è Pace Senza Giustizia** (NPSG) si unisce alla campagna contro le MGF. Sotto la guida della sua fondatrice Emma Bonino, NPSG sposta il dibattito dal piano socio-sanitario a quello

Date e passaggi importanti di 10 anni di attività

dei diritti umani, in quanto è indubbio che le MGF costituiscono una violazione dell'integrità psico-fisica della persona.

Questo approccio innovativo ha permesso sia di creare sinergie tra le attiviste che operano nei vari Paesi, che di dare nuovi impulsi alla promozione di strumenti legislativi a tutti i livelli.

Il bilancio di questi dieci anni di attività è da considerarsi estremamente positivo poiché oggi, dei 28 Paesi africani interessati dalla pratica, 19 hanno una legge nazionale che la sanziona: un risultato considerevole in quanto le leggi legittimano le militanti anti-mutilazioni, fornendo loro un supporto giuridico e aiutandole ad uscire dalla clandestinità, inoltre costituiscono il presupposto indispensabile per il cambiamento sociale. Gli Stati africani che non hanno ancora adottato una legge ad hoc sono: Mali, Sierra Leone, Sudan, Gambia, Liberia, Guinea Bissau, Somalia, Camerun, Repubblica Democratica del Congo.

Anche molti paesi dell'Europa e del Nord America hanno approvato leggi contro le mutilazioni genitali femminili, poiché i flussi migratori hanno esportato il fenomeno e pertanto si è reso necessario legiferare in questo senso.

DICEMBRE 2000 - TOURELA, MALI

Nel Dicembre del 2000 Emma Bonino visita il villaggio di Tourela in cui la tradizione delle MGF è stata spontaneamente abbandonata e sostituita da una festa, che simboleggia il rito di passaggio dalla adolescenza all'età adulta.



2000, PARLAMENTO EUROPEO

Su iniziativa degli eurodeputati radicali e di Emma Bonino il Parlamento europeo ha adottato una Risoluzione di condanna delle MGF come violazione dei diritti fondamentali della persona.



6 MARZO 2001 - ROMA, ITALIA

Di ritorno a Roma dopo la visita in Mali, Emma Bonino organizza alla Camera dei Deputati una prima conferenza internazionale, con la partecipazione di militanti anti-MGF provenienti da diversi Paesi africani. Tra gli altri, alla Conferenza prende parte Khady Koita, senegalese, una delle protagoniste più attive e determinate nella lotta alle mutilazioni genitali femminili.

10-12 DICEMBRE 2002 - BRUXELLES, BELGIO

NPSG, con EURONET-FGM, AIDOS e sette ONG africane, lancia la campagna internazionale "Stop FGM!".



21-23 GIUGNO 2003 - CAIRO, EGITTO

Il Consiglio Nazionale per l'Infanzia e la Maternità (NCCM) egiziano organizza al Cairo, con NPSG e AIDOS, la Conferenza internazionale sugli "Strumenti legislativi per la prevenzione delle Mutilazioni Genitali Femminili", patrocinata dalla First Lady Suzanne Mubarak, adottando la Dichiarazione del Cairo per l'Eliminazione delle MGF.

LUGLIO 2003, IL PROTOCOLLO DI MAPUTO

Gli Stati membri dell'Unione Africana (UA) adottano il Protocollo aggiuntivo alla Carta Africana dei Diritti dell'Uomo e dei Popoli relativo ai Diritti delle Donne (comunemente chiamato Protocollo di Maputo), il cui art. 5 bandisce le MGF come una patente violazione dei diritti umani di base.

16-18 SETTEMBRE 2004 - NAIROBI, KENYA

Il governo del Kenya e NPSG, in collaborazione con la Association of Media Women in Kenya, organizzano una Conferenza internazionale dal titolo: "Sviluppare un contesto politico, legale e sociale per l'implementazione del Protocollo di Maputo" che adotta una dichiarazione finale per sottolineare l'importanza della legge come parte di un approccio multi-disciplinare nella lotta alle MGF.



2-3 FEBBRAIO 2005 - GIBUTI, GIBUTI

Con il patrocinio della First Lady Kadra Mahmoud Haid, il governo di Gibuti e NPSG organizzano una Conferenza Sub-Regionale dal titolo "Verso un consenso politico e religioso contro le MGF". La dichiarazione finale evidenzia come, dopo un ampio scambio di vedute tra i dignitari religiosi presenti, sia da ritenere indubbia l'inesistenza di basi religiose nel Corano come nei testi di riferimento delle altre religioni rivelate, a giustificazione della pratica.



21-22 FEBBRAIO 2006 - BAMAKO, MALI

Il governo del Mali, NPSG e diverse ONG locali organizzano a Bamako la "Conferenza sub-regionale sulle MGF e l'implementazione del Protocollo di Maputo", con la partecipazione della First Lady Touré Lobbo Traoré. Lo scopo della conferenza è di esortare gli Stati ad applicare il Protocollo di Maputo attraverso l'adozione di leggi ad hoc e a sensibilizzare la popolazione attraverso campagne di informazione e prevenzione.



15-17 DICEMBRE 2007 - KHARTOUM, SUDAN

L'ONG sudanese Entishar Charity Society e NPSG organizzano un seminario sulla legislazione in materia di MGF e sul Protocollo di Maputo, nel contesto più ampio dei diritti delle donne in Africa.

27-28 MARZO 2008 - ASMARA, ERITREA

L'Unione Nazionale delle Donne Eritree (NEUW) e NPSG organizzano una conferenza regionale sull'eliminazione delle Mutilazioni Genitali Femminili.

8-9 OTTOBRE 2008 - GIBUTI, GIBUTI

L'Unione Nazionale delle Donne di Gibuti (UNFD) e NPSG, organizzano, sotto gli auspici della Presidenza del Parlamento di Gibuti, un seminario parlamentare su "La legge contro le Mutilazioni Genitali Femminili e la sua applicabilità".

14-15 DICEMBRE 2008 - CAIRO, EGITTO

Cinque anni dopo la Conferenza Internazionale del Cairo sugli strumenti legislativi in materia di Mutilazioni Genitali Femminili, il Consiglio Nazionale egiziano per l'Infanzia e la Maternità (NCCM) e NPSG rinnovano la loro collaborazione per organizzare una riunione di alto livello, patrocinata dalla First Lady Suzanne Mubarak, per rilanciare la campagna internazionale e attirare l'attenzione mondiale sul fenomeno.

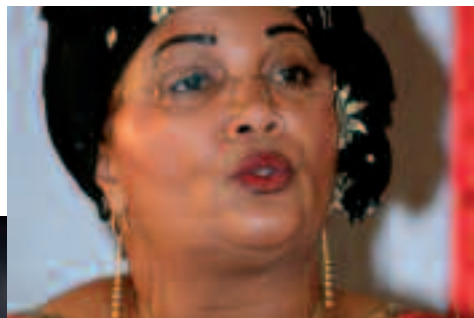


AGOSTO-SETTEMBRE 2009 - BANJOUL, GAMBIA E BAMAKO, MALI

NPSG concentra le sue energie nel mobilitare la volontà politica a favore dello sviluppo di legislazioni di messa al bando delle MGF, sostenendo le attiviste in Mali e organizzando, insieme al Comitato gambiano sulle pratiche tradizionali che incidono sulla salute di donne e bambini (GAMCOTRAP), un seminario parlamentare in Gambia.

9-10 NOVEMBRE 2009 - OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

NPSG organizza in collaborazione con il Ministero dell'Azione Sociale e della Solidarietà Nazionale e con il patrocinio della First Lady Chantal Compaoré, la riunione "Dal Cairo a Ouagadougou: verso la messa al bando universale delle Mutilazioni Genitali Femminili (MGF)".



4 FEBBRAIO 2010 - NOUAKCHOTT, MAURITANIA

NPSG insieme con il Mauritanian Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children (AMPSFE - IAC Mauritania), e con il Network of Parliamentarians on Population and Development, organizza un seminario parlamentare su "Le Mutilazioni Genitali Femminili e la legge".

3-4 MAGGIO 2010 - DAKAR, SENEGAL

Il Ministero della Famiglia del Senegal in collaborazione con NPSG e con l'organizzazione senegalese La Palabre, organizza la Conferenza inter-parlamentare "Armonizzare gli strumenti legali contro le Mutilazioni Genitali Femminili: dividerne i successi, consolidarne i risultati, perseguirne i progressi! Verso la messa al bando della pratica alle Nazioni Unite".



Chi è NPSG?

GIUGNO 2010 - KAMPALA, UGANDA

Il Parlamento ugandese approva una mozione che chiede al governo, all'Assemblea Legislativa dell'Africa orientale e all'Unione Africana di presentare alla 65a Sessione dell'Assemblea Generale delle Nazioni Unite una risoluzione di messa al bando delle Mutilazioni Genitali Femminili. In Uganda la lotta alle MGF è fortemente incoraggiata dalla First Lady Janeth Kataha Museveni.



Queste sono solo alcune delle tappe importanti che ci hanno portati così vicini ad una Risoluzione dell'ONU, ma nel corso degli anni tante e diverse personalità e istituzioni si sono impegnate in questo senso dando il loro preziosissimo contributo: i leader religiosi cristiani e musulmani, il Parlamento Europeo (con le Risoluzioni del 13 marzo 2008, dell'8 maggio 2008, del 24 marzo 2009, del 26 novembre del 2009) e diverse agenzie delle Nazioni Unite - [OHCHR](#), [UNAIDS](#), [UNDP](#), [UNECA](#), [UNESCO](#), [UNFPA](#), [UNHCR](#), [UNICEF](#), [UNIFEM](#) e [OMS](#).

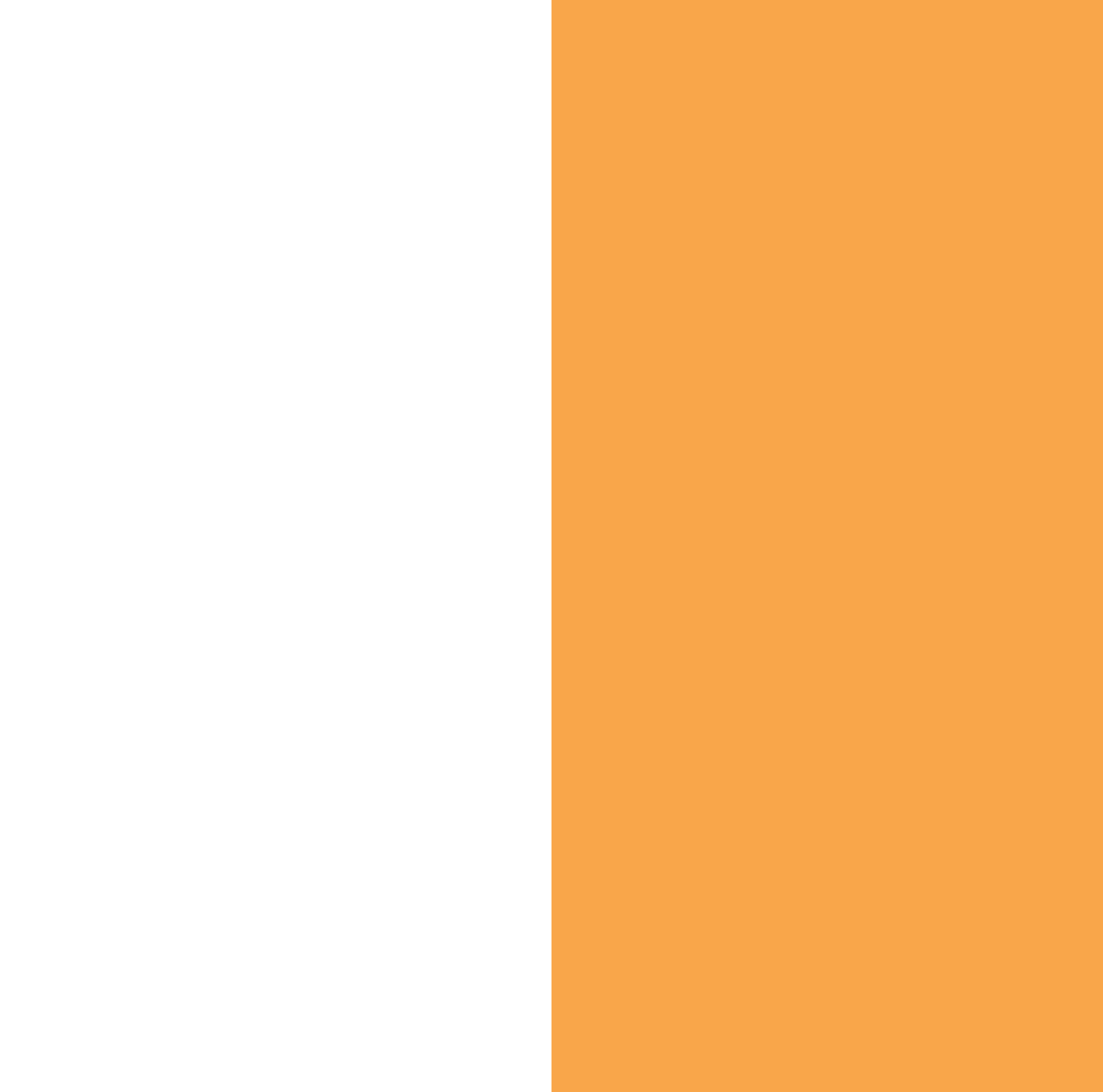


Non c'è Pace Senza Giustizia (NPSG) è un'associazione senza fini di lucro, costituita nel 1994, a seguito di una campagna del Partito Radicale Transnazionale (PRT) per l'istituzione del Tribunale Penale Internazionale per l'ex-Jugoslavia e della Corte Penale Internazionale, che lavora per la protezione e la promozione dei diritti umani, della democrazia, dello stato di diritto e della giustizia internazionale. Gli attuali campi di azione di NPSG includono la promozione delle riforme democratiche nella regione del Medio Oriente e Nord Africa, attraverso la creazione di un dialogo costruttivo tra governi, parlamenti e società civile; una campagna per la ratifica e l'effettiva implementazione del Protocollo di Maputo sui diritti delle donne in Africa e in particolare sull'eradicazione delle Mutilazioni Genitali Femminili; il rafforzamento di un efficace sistema di giustizia penale internazionale per la prevenzione, la deterrenza e il perseguimento di crimini di guerra, crimini contro l'umanità e genocidio.

La strategia di NPSG è volta a diffondere consapevolezza e a stimolare il dibattito pubblico, anche attraverso l'organizzazione di eventi quali conferenze o seminari in cooperazione con governi e società civile. Inoltre, NPSG offre, attraverso il lavoro di esperti legali, assistenza tecnica ai governi in occasione di negoziati su documenti relativi ai diritti umani nonché per l'adattamento delle diverse legislazioni nazionali. Infine, NPSG ha una lunga esperienza sul campo di attività di conflict mapping e di documentazione di vaste violazioni del diritto umanitario. NPSG è un'associazione costituente del Partito Radicale Nonviolento Transnazionale e Transpartito (PRNTT), Ong con statuto consultivo di prima categoria presso l'ECOSOC delle Nazioni Unite.

Non c'è Pace Senza Giustizia ha una consolidata esperienza di lavoro e di cooperazione con numerose organizzazioni non governative in Africa e in Europa, che si battono per la messa al bando delle MGF, tra cui: Voix des Femmes (Burkina Faso); GAMCOTRAP (Gambia); Ghanaian Association For Women's Welfare (Ghana); Cellule de Coordination sur les Pratique Traditionnelles Affectant la Sante des Femmes et des Enfants (Guinea); Association Malienne pour le Suivi et l'Orientation des Pratiques Traditionnelles (Mali); Comité Sénégalais de lutte sur les Pratiques Traditionnelles ayant effet sur la santé de la Mère et de l'Enfant e La Palabre (Senegal); Manifesto 99 (Sierra Leone); National Union of Women of Djibouti (Djibouti); National Union of Eritrean Women (Eritrea); Kembatta Women's Self Help Centre (Ethiopia); Association of Media Women in Kenya (Kenya); Association Mauritanienne sur les Pratiques ayant effet sur la sante des femmes et des enfants (Mauritania); Entishar Charity Society (Sudan); Human Rights Network - Uganda (Uganda); Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children, Equality Now Africa Office, Open Society Institute (OSI); con parlamentari, rappresentanti dei governi ed autorità locali nei paesi toccati dalla pratica, tra cui il National Council for Childhood and Motherhood (NCCM, Egitto); The Kenya National Commission on Human Rights oltre a collaborazioni a livello ministeriale con il Senegal, il Mali, il Burkina Faso e l'Egitto. Oltre a queste NPSG collabora con diverse agenzie ONU (UNDP, UNICEF, UNIFEM, UNFPA e UNOPS) ed è partner del Ministero degli Esteri e della Cooperazione italiana con i quali da anni opera in ottima sinergia.

NPSG vuole ringraziare per il loro sostegno finanziario alla campagna contro le mutilazioni genitali femminili: i governi di Austria, Canada, Francia, Italia, Germania, Paesi Bassi, Norvegia e Svezia. Ringraziamo anche l'Unione Europea, la Banca Mondiale, l'Organizzazione Mondiale della Sanità (OMS), l'UNICEF, l'UNDP, l'UNFPA, l'UNOPS, CARE, l'OSI, Plan International, Sigrid Rausing Trust, Italcementi, Suez Cement, Fondazione Nando Peretti, Community Health Living Project, Provincia di Milano, Provincia di Torino, Provincia di Roma, Regione Puglia, Regione Emilia Romagna, Regione Piemonte, Comune di La Spezia, Comune di Roma, Anna e Carla Fendi.





Cette brochure a été réalisée grâce au soutien de:
This brochure has been produced with the generous support of:
Questa brochure è stata realizzata grazie al sostegno di:

